

Direction Générale

WLIFE

**18, rue Franklin
69 002 LYON**

A l'attention de M. Claude CADOT

Marseille, le **1 0 DEC. 2018**

Objet : Dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées sur Distriport

Monsieur,

Les terrains – lot A5, lot A6, lot A7 et lot A8 – sur la zone de Distriport ont fait l'objet de promesses unilatérales de vente entre le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), le propriétaire, et respectivement les sociétés VIRTUO FOS 2, VIRTUO FOS 1, WLIFE et VELIO, acquéreurs desdits terrains, en vue de l'édification d'entrepôts logistiques.

A la demande des services de l'Etat en charge de l'instruction des demandes d'autorisation environnementale des projets logistiques, l'appréciation des impacts sur la biodiversité résiduelle sur ces terrains, qui ont pourtant été largement remaniés (dépôt de remblais) dans le cadre de l'aménagement global de la zone, a dû être actualisée et réévaluée de manière plus fine et précise. En corollaire des mesures de réduction et de compensation proportionnées avec ces impacts réévalués, ont dû être définies.

Les parties prenantes (porteurs de projets logistiques, services de l'Etat et GPMM) ont convenu qu'une globalisation de ces mesures était un gage de pertinence et d'efficacité. Dans ce contexte, les acquéreurs des terrains concernés ont coordonné leurs études environnementales, en particulier la mise à jour des investigations écologiques.

Les acquéreurs ont déposé leurs dossiers de demande d'autorisation environnementale complétés avec un addendum établi par le bureau d'études ECOMED le 18 juillet 2018 auprès des services de l'Etat. Ces dossiers décrivent les dispositions prises pour éviter, réduire et compenser les impacts des différents projets.

Cet addendum fait état d'impacts résiduels notables non substantiels sur quelques espèces protégées situées sur les différentes parcelles. Pour réaliser les différents projets logistiques, une dérogation d'interdiction à la destruction d'espèces protégées est donc nécessaire.

Je tenais à vous informer que le GPMM accepte de porter la demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées sur les terrains en question, dans le cadre d'une demande d'arrêté complémentaire à l'arrêté préfectoral d'aménagement de Distriport de 1995, modifié en 2007.

Cette demande liste les mesures dites de réduction, de compensation et d'accompagnement (cf. annexe) sur lesquelles le port est engagé. Ces mesures représentent un engagement financier maximal estimé à 640 k€ HT. Elles s'intègrent dans le cadre plus large commun aux quatre projets concernés et seront donc prises en charge globalement et mises en œuvre par le GPMM dans le cadre de sa stratégie d'intégration des enjeux de biodiversité de la zone industrialo-portuaire en cohérence avec les mesures d'ores et déjà mises en œuvre pour l'aménagement de la plateforme Distriport.

Dans le cas où des mesures complémentaires seraient exigées par l'autorité administrative, un tour de table financier avec l'ensemble des parties prenantes sera organisé.

En espérant que ces éléments permettent de faire prospérer votre projet, je vous prie de croire, Monsieur, à l'expression de mes respectueuses salutations.

La Présidente du Directoire

Christine Cabau-Woehrel

